



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article42>

LE RAPPORT « SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE 2007 » PRÉVOIT UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Article de mise en ligne en ligne le 7 février 2007

- Z - Archives - Relations internationales - Monde - Organismes internationaux -

Union des Forces de Progrès

Le ralentissement le plus important serait aux États-Unis, tandis que l'Inde et la Chine deviennent les moteurs de la croissance des pays en développement

Après quatre années d'une croissance économique considérée comme l'une des plus rapides de l'histoire, il faudra s'attendre à un ralentissement de l'économie mondiale, le taux de croissance devant passer de 3,8% à 3,2%, a annoncé, ce matin, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, M. José Ocampo, lors de la présentation aux membres du Conseil économique et social du rapport intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale 2007 ». Avant cette présentation, le Conseil avait pris deux décisions relatives à la tenue de réunions de ses organes subsidiaires. Il avait aussi procédé à des élections.

Conseil économique et social ECOSOC/6256



Département de l'information " Service des informations et des accréditations " New York

M. José Antonio Ocampo, a précisé que la méthodologie utilisée pour mesurer la production mondiale s'appuyait sur les comptes nationaux et les prix du marché. Cette méthodologie est différente de celle utilisée par la Banque mondiale qui compare les pouvoirs d'achat. Les groupes de pays utilisés pour ces projections connaissent tous une diminution de leur croissance, sauf les pays les moins avancés (PMA) qui ont connu un taux de croissance de 7% par an. Les pays en développement devraient toutefois enregistrer des taux de croissance plus élevés que les pays industrialisés, ce qui serait contraire à l'évolution enregistrée au cours des dernières décennies.

Les États-Unis connaîtront le ralentissement le plus net de cette croissance, a précisé M. Ocampo, n'ayant connu qu'un taux de croissance de 3,4% au cours du dernier trimestre de 2006. Les autres régions du monde industrialisé ne remplaceront pas les États-Unis comme moteur de la croissance mondiale, car des pays comme le Japon subiront aussi un ralentissement, leur taux de croissance devant passer à 1,7%. L'Europe de l'Ouest a enregistré les chiffres les plus positifs l'année dernière avec 1% supplémentaire de croissance par rapport aux projections, les nouveaux membres de l'Union européenne devant bénéficier d'un taux de croissance plus sensible que celui des anciens membres. Pour leur part, les pays de la Communauté des États indépendants connaissent une augmentation du prix du pétrole, du gaz et des métaux. L'Europe du Sud a, quant à elle, enregistré une croissance rapide de l'ordre de 5,9% l'année dernière, mais ces deux groupes de pays connaîtront aussi un ralentissement, prévoit le rapport.

La Chine et l'Inde ont été les moteurs de la croissance des pays en développement ce qui a permis d'engendrer des éléments de croissance endogènes. Ces deux pays sont en train de devenir des partenaires alternatifs de l'économie mondiale, ce qui est exemplaire en raison des modalités commerciales Sud/Sud mises en place. Les investissements étrangers directs dans les pays en développement sont aussi stimulés par ces deux pays. Pour la quatrième année consécutive, l'Afrique subsaharienne a enregistré un taux de croissance historique. C'est

l'Amérique latine qui a connu le taux de croissance le plus lent au monde.

En dépit de l'optimisme indiqué dans le rapport, a précisé M. Ocampo, nous insistons sur la vulnérabilité de ces pays en raison de la volatilité des marchés des produits de base et du ralentissement de l'économie mondiale. La hausse des cours du pétrole et des produits de base a été un facteur de ralentissement de l'économie des pays en développement. La dette des pays en développement a enregistré l'année dernière des niveaux historiquement faibles, alors que la disponibilité du financement privé, a été dans l'ensemble positive.

Le rapport affirme, par ailleurs, que le transfert des capitaux de pays industrialisés vers les pays en développement devrait s'intensifier, 650 milliards de dollars ayant été investis l'an dernier dans les pays en développement contre 120 milliards de dollars l'année précédente. Les prix du pétrole et la grippe aviaire ont eu des retombées relativement minimales sur le développement de l'économie mondiale ; par ailleurs, la Chine, l'Afrique, les pays de la Communauté des États indépendants et les pays exportateurs d'énergie connaissent des surplus budgétaires, ce qui aura une incidence sur les marchés mondiaux.

Nous souhaiterions mettre en place un mécanisme de consultations internationales avec à sa tête le Fonds monétaire international, a ajouté M. Ocampo. Notre deuxième axe de réflexion devrait porter sur l'établissement d'un système de réserves reposant sur les devises. Un cas de figure très pessimiste supposerait une chute importante du prix de l'immobilier aux États-Unis, ce qui aurait un impact très préjudiciable sur la croissance économique de ce pays et risquerait d'entraîner une chute de l'économie mondiale.

Le représentant du Paraguay a fait observer que le monde en développement connaissait des degrés divers de développement et mis en garde contre la tentation de généralisation. Il importe en effet d'établir des différences, notamment s'agissant des pays enclavés comme le Paraguay qui ont moins de facilités pour accéder à l'énergie et au commerce international. Faisant remarquer que la région de l'Amérique était la plus en retard dans ce processus, notamment en raison des retards des négociations de Doha, il a demandé à M. Ocampo des informations à ce sujet.

La représentante du Bénin, au nom du groupe des pays les moins avancés, s'est félicitée que le rapport ait pris en compte la situation des PMA. Si la croissance y a été soutenue, il ne faut cependant pas oublier qu'il existe une diversité dans cette croissance, a-t-elle rappelé. Par ailleurs, elle s'est interrogée sur la possibilité de formuler des modèles autres que celui de l'économie américaine, pouvant servir à une étude d'ensemble de l'économie mondiale.

Pour sa part, le représentant de l'Éthiopie, s'est dit très satisfait de cette forte croissance au niveau mondial. Relevant la persistance de certaines difficultés, il s'est interrogé sur le partage des fruits de cette croissance et sur l'action du Conseil économique et social et du NEPAD à cet égard. S'agissant d'une possible contraction de l'économie américaine, le délégué a demandé s'il y avait d'autres moyens d'apporter plus de stabilité sur le marché de l'immobilier des États-Unis.

Le représentant des Pays-Bas a demandé dans quelle mesure le résultat de la croissance découlait des ajustements politiques, notamment en Afrique subsaharienne. À l'instar du représentant de l'Éthiopie, il s'est interrogé sur la question de la répartition des richesses.

Répondant à cette première série de questions, M. Ocampo a indiqué que le rapport mettait en exergue les difficultés auxquelles étaient confrontés les pays importateurs de produits énergétiques et a souligné l'écart qui existait entre les pays exportateurs et importateurs d'énergie en Amérique latine.

S'agissant des performances économiques, le Sous-Secrétaire général a expliqué l'écart important entre les pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine par la diminution des importations de produits énergétiques par un grand

nombre de pays qui en dépendent traditionnellement. Hormis le Mexique et le Brésil, la croissance a été moyenne, a-t-il indiqué. Par ailleurs, il a fait valoir qu'il conviendrait à l'avenir de prendre en compte le fait que les pays exportateurs de produits manufacturiers ont connu une situation plus favorable que les pays exportateurs de matières premières.

M. Vos, Directeur de la division des politiques de développement et de l'analyse, a souligné l'évolution positive des PMA, tout en reconnaissant que certains traversaient une situation difficile. Par ailleurs, si la chute du dollar devait se poursuivre, il conviendrait de passer à un système ne s'appuyant plus sur une seule devise, a-t-il indiqué. Concernant les questions relatives aux mesures favorables à une croissance plus bénéfique aux pays pauvres, M. Vos a fait part de la bonne performance de l'Afrique, dont les taux de croissance se situent entre 5 et 10%. Il a toutefois appelé à rendre cette croissance durable, en la diversifiant, en investissant dans les infrastructures et l'éducation et en réduisant la dette des pays concernés.

Engageant une nouvelle série de questions, le représentant du Costa Rica s'est demandé s'il y avait des traits spécifiques aux Caraïbes.

Le représentant du Kenya s'est pour sa part inquiété des incidences consécutives à l'impasse actuelle du Cycle de Doha, et notamment sur les pourparlers dans d'autres domaines, tels l'aide et la dette. Par ailleurs, constatant le transfert de ressources des pays en développement vers les pays industrialisés, il s'est demandé si la communauté internationale pouvait s'assurer que les pays en développement recevraient une aide d'au moins une valeur équivalente au transfert de ressources réalisé.

Le représentant de la Mauritanie a pour sa part jugé important de faire un parallèle entre croissance et amélioration des conditions de vie des populations, faisant remarquer que les niveaux de pauvreté et de chômage n'avaient que faiblement ou pas du tout diminué. Il a appelé à une analyse critique qui rende compte de la situation socioéconomique de la population.

Finissant cette série de questions, le représentant de l'UNICEF a évoqué les plafonds financiers qui peuvent empêcher certains gouvernements de faire les ajustements nécessaires.

Répondant aux délégués, M. Ocampo a précisé que les Caraïbes avaient connu dans l'ensemble une très forte croissance. S'agissant du retard dans les négociations de Doha, il a fait valoir qu'il n'y avait pas encore eu des conséquences négatives à ce retard. À la question du transfert des ressources, M. Ocampo a fait remarquer qu'un système reposant sur plusieurs monnaies était à étudier et serait bénéfique pour tous.

Concernant la prise en considération de la situation socioéconomique de la population, M. Vos s'est préoccupé de cette croissance sans création d'emploi. Concernant les plafonds financiers, il convient de trouver des mécanismes qui permettent d'ajuster les différents cycles, a-t-il affirmé.

Le Conseil économique et social a par ailleurs décidé* que sa réunion spéciale de haut niveau avec les représentants des organismes issus des accords de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED se tiendrait au Siège de l'ONU le 16 avril 2007.

À la demande du représentant de l'Allemagne, au nom de l'Union européenne, l'examen du projet de décision VII ** relatif au thème du débat de la session de fond de 2007 du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles, a été reporté à une date ultérieure afin de permettre aux États Membres d'examiner le document en profondeur.

Le Conseil a par ailleurs approuvé*** la tenue à Almaty (Kazakhstan), du 17 au 23 mai 2007, de la soixante-troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Le représentant du Kazakhstan a remercié les membres du Conseil de la confiance qu'ils témoignent à son pays. Cette soixante troisième session, qui se déroulera pour la première fois en Asie centrale, s'inscrit dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment par la tenue d'une table ronde sur la santé, a-t-il fait valoir. Le délégué a par ailleurs réaffirmé l'engagement de son pays en ce domaine.

Le Conseil a aussi élu par acclamation le Sri Lanka membre du Groupe des États d'Asie et la Turquie membre du Groupe des États d'Europe occidentale auprès de la Commission de la population et du développement, pour un mandat commençant lors de la première séance de la Commission en 2007 et s'achevant en 2011. Il a aussi élu la Turquie à la Commission du développement social pour un mandat prenant effet lors de la première séance de la Commission en 2007 et prenant fin en 2011. Il a par ailleurs élu le Brésil comme membre du Groupe des États d'Amérique latine des Caraïbes au Groupe d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication des rapports, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et s'achevant en 2009. Le Conseil a aussi élu l'Égypte et le Brésil par acclamation au Conseil d'administration de l'Institut de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et s'achevant le 31 décembre 2009. L'Argentine a par ailleurs été élue par acclamation au Conseil d'administration d'ONU habitat. Le Luxembourg a été élu comme membre du Comité d'organisation de la Commission de la consolidation de la paix, en remplacement de la Belgique dont le mandat a expiré le 31 décembre 2006.

Le modérateur des consultations officieuses sur le débat de haut niveau du Conseil a rendu compte de ses consultations, en précisant qu'aucun accord final n'avait encore été conclu entre les États Membres, mais que la semaine serait consacrée à l'examen du thème du débat de haut niveau et de sa durée. Des consultations officieuses auront lieu dès demain.

La prochaine réunion du Conseil économique et social sera annoncée dans le Journal.

* Le projet de décision I, adopté sans vote, est contenu dans le document portant la cote E/2007/L.1

** Le projet de décision VII est contenu dans le document portant la cote E/2007/L.1

*** Le projet de résolution, adopté sans vote, est contenu dans le document portant la cote E/2007/L.2

Source : Nations Unies